

17.1 Production et valeur ajoutée agricoles

Selon les comptes prévisionnels, en 2016, la valeur de la **production** de la **branche agricole**, y compris **subventions**, recule fortement (- 6,9 %) après deux années de redressement. La production animale continue à marquer le pas et la production végétale décroît fortement. La chute des volumes s'accompagne d'une baisse des prix.

Le recul de la production végétale, mesuré en volume, s'accroît en 2016 (- 9,7 %, après - 3,6 %). L'année 2016 est caractérisée par de très mauvaises récoltes en grandes cultures et un net repli en viticulture. La récolte de céréales chute de 23,9 %, en lien avec une météo très défavorable. Le rendement en blé tendre est parmi les plus faibles depuis trente ans. La récolte d'oléagineux décroît de 9,0 % : celle du colza recule alors que celle de tournesol augmente. La production de vin se replie fortement (- 9,0 %). La récolte de fruits diminue, particulièrement pour l'abricot et la cerise, tandis que celle de légumes se stabilise. Le prix de la production végétale serait en légère hausse (+ 0,9 %), malgré un net recul pour les céréales (- 9,2 %). Fruits et légumes se renchérissent, bénéficiant d'une demande dynamique. Le prix des pommes de terre augmente, après avoir amorcé un net redressement l'an passé ; il poursuit son retour à la normale après sa chute en 2014 due à une récolte surabondante. Pour le vin, la faiblesse des disponibilités, conjuguée à une demande dynamique de la part de la Chine et des États-Unis, permet de soutenir les prix. Le prix de la betterave progresserait pour la première

fois depuis trois ans, dans le sillage des cours du sucre.

La production animale décroît en volume (- 1,1 %). La collecte laitière se réduit dans un contexte de prix bas et les volumes de volailles et d'œufs se contractent eux aussi. À l'inverse, la production de bétail est en hausse : elle continue d'augmenter pour les gros bovins et les porcins, se redresse pour les ovins-caprins, mais elle fléchit pour les veaux. Le prix de la production animale (hors subventions) diminuerait à nouveau nettement (- 3,9 %). La crise laitière se poursuit : la production européenne s'accroît du fait de la levée des quotas en avril 2015 et elle ne rencontre pas de débouchés suffisants en raison de l'embargo russe et de moindres importations chinoises. Le prix des gros bovins et des ovins-caprins recule. L'offre européenne importante pèse sur le prix des volailles et des œufs. En revanche, après avoir chuté en 2015, le prix des porcins se redresse quelque peu, grâce notamment au débouché chinois.

En 2016, les charges des agriculteurs se réduisent pour la troisième année consécutive. Toutefois, ce fléchissement ne compense pas celui de la valeur de la production. Par conséquent, la valeur ajoutée de la branche agricole diminue nettement. L'emploi agricole continue par ailleurs à décroître. Au total, d'après les estimations du compte prévisionnel de l'agriculture, la **valeur ajoutée brute au coût des facteurs** par actif reculerait de 10,9 % en 2016. ■

Définitions

Branche agricole : regroupe l'ensemble des unités dont l'activité est réputée agricole au sens de la NAF. La branche agriculture comprend les exploitations agricoles, les entreprises de travaux agricoles, les coopératives d'utilisation du matériel agricole (Cuma), les coopératives viticoles, celles produisant de l'huile d'olive et les centres d'insémination artificielle. Elle recouvre la culture de végétaux (y c. maraîchage et horticulture), l'élevage d'animaux, les activités de travaux agricoles à façon et la chasse.

Appellation d'origine contrôlée (AOC), appellation d'origine protégée (AOP), évolution en termes réels, indication géographique protégée (IGP), production au prix de base, subventions à l'agriculture, valeur ajoutée brute au coût des facteurs de la branche agricole : voir rubrique « Définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « Les comptes prévisionnels de l'agriculture pour 2016 », *Insee Première* n° 1625, décembre 2016.
- « Résultats économiques des exploitations en 2015 – Des résultats globalement stables mais différenciés selon les productions », *Agreste Primeur* n° 342, décembre 2016.
- « GraphAgri France », Agreste, édition 2016.
- « L'agriculture en 2015 », *Insee Première* n° 1608, juillet 2016.

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr dans la collection « Insee Références »

Production et valeur ajoutée agricoles 17.1

Volume de production végétale et effectifs d'animaux

	1990	2000 (r)	2010	2015 (p)
Production végétale (en millions de tonnes)				
Céréales	55,1	65,6	65,5	72,6
dont : blé tendre	31,4	35,7	35,5	40,9
blé dur	2,0	1,7	2,5	1,8
maïs (grain et semence)	9,4	16,0	14,1	13,7
Oléagineux	4,6	5,5	6,6	6,9
Protéagineux	3,7	2,1	1,6	0,9
Pommes de terre	4,7	6,5	6,6	7,1
Effectifs animaux (en millions de têtes)				
Bovins	21,4	21,3	19,6	19,4
Porcins	12,3	15,0	14,3	13,2
Ovins	11,4	9,5	8,0	7,1
Caprins	1,2	1,2	1,4	1,3
Ensemble Gallus ¹	198,4	205,3	222,0	246,9

1. Ensemble Gallus : poules pondeuses d'œufs à couvrir et d'œufs de consommation, poulettes, poulets de chair.

Champ : France métropolitaine pour les années 1990 et 2000.

Source : SSP, Agreste.

Production de vin, jus et moûts

	2014 (r)	2015	15/14 en %
Superficie de production (en milliers d'hectares)			
Récolte AOP ¹	443,9	442,3	-0,4
dont AOP hors VDN ²	435,3	434,5	-0,2
dont VDN en AOP	8,6	7,8	-9,3
Vin pour eaux-de-vie AOP	75,3	75,4	0,1
Vin IGP ³	193,3	192,3	-0,5
Autres vins	39,4	37,1	-5,8
Total vins	751,9	747,1	-0,6
Production de vin (en millions d'hectolitres)			
Récolte AOP ¹	22,0	21,5	-2,3
dont AOP hors VDN ²	21,9	21,3	-2,3
dont VDN en AOP	0,2	0,2	-0,5
Vin pour eaux-de-vie AOP	8,5	9,4	10,2
Vin IGP ³	12,7	13,2	3,8
Autres vins	3,6	3,7	1,4
Total	46,9	47,8	1,9

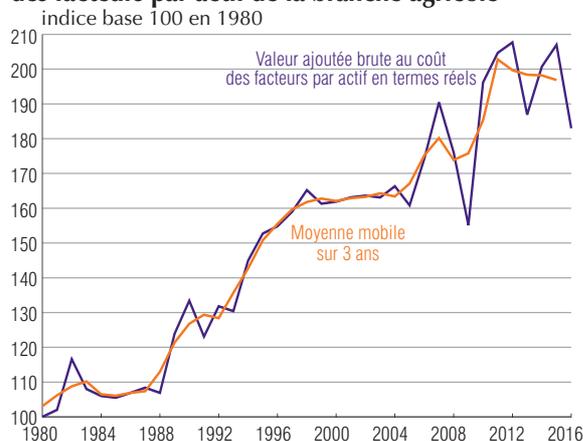
1. Appellation d'origine protégée.

2. Vins doux naturels ; vins de liqueur remplissant certaines conditions particulières.

3. Indication géographique protégée.

Source : SSP, Agreste.

Évolution de la valeur ajoutée brute au coût des facteurs par actif de la branche agricole



Note : données arrêtées en novembre 2016.

Source : Insee, comptes prévisionnels de l'agriculture - base 2010.

Production et valeur ajoutée de l'agriculture

	2016		16/15 en %	
	en Md€	Volume	Prix	Valeur
Production hors subventions	69,2	-6,1	-0,8	-6,9
Produits végétaux	40,0	-9,7	0,9	-8,9
Céréales	7,7	-23,9	-9,2	-30,9
Oléagineux, protéagineux	2,4	-10,2	-0,9	-11,0
Betteraves industrielles	0,9	0,0	13,0	13,0
Autres plantes industrielles ¹	0,5	3,7	0,9	4,7
Fruits, légumes, pommes de terre	8,3	-1,9	9,4	7,4
Vins	11,6	-9,0	2,8	-6,4
Fourrages, plantes, fleurs	8,6	-0,7	0,3	-0,3
Produits animaux	24,5	-1,1	-3,9	-5,0
Bétail (bovins, porcins, ovins, caprins, équidés)	11,1	1,5	-2,6	-1,1
Volailles, œufs	4,5	-4,2	-1,4	-5,5
Lait et autres produits de l'élevage	8,8	-2,6	-6,7	-9,1
Services²	4,7	0,0	1,0	1,0
Subventions sur les produits	1,2	0,7	-0,7	0,0
Production au prix de base	70,4	-6,0	-0,8	-6,8
Consommations intermédiaires	44,9	-0,3	-2,0	-2,3
dont achats	38,0	-1,3	-1,5	-2,8
Valeur ajoutée brute	25,4	-14,9	1,4	-13,7
Consommation de capital fixe	10,8	0,0	-1,5	-1,5
Valeur ajoutée nette	14,6	-23,7	3,6	-21,0

1. Tabac, lin textile, houblon, canne à sucre, etc.

2. Production des entreprises de travaux agricoles, des coopératives d'utilisation de matériel agricole, services entre agriculteurs, agritourisme, etc.

Note : données arrêtées en novembre 2016.

Source : Insee, comptes prévisionnels de l'agriculture - base 2010.

Production agricole de l'UE

en millions d'euros

	Production ¹ végétale			Production ¹ animale		
	2000	2015 (r)	15/14 en %	2000	2015 (r)	15/14 en %
Allemagne	18 425	24 602	-6,1	19 344	24 454	-9,8
Autriche	2 024	2 831	0,9	2 515	3 241	-5,4
Belgique	2 931	3 685	6,5	3 841	4 233	-6,0
Bulgarie	1 305	2 520	-6,6	1 448	934	-9,7
Chypre	0	299	13,6	0	362	-1,4
Croatie	...	1 177	5,7	...	714	-2,3
Danemark	2 603	3 726	7,4	4 767	5 744	-15,5
Espagne	19 539	27 251	7,4	11 692	15 790	-3,8
Estonie	142	467	21,5	182	344	-18,1
Finlande	1 052	1 375	-2,9	1 688	1 917	-14,0
France	30 727	42 161	2,3	22 305	25 063	-4,7
Grèce	6 536	6 700	4,1	2 499	2 653	-2,2
Hongrie	2 343	4 606	-2,1	2 073	2 503	-3,8
Irlande	1 229	1 737	-0,6	3 655	5 389	3,2
Italie	25 491	30 380	5,8	13 412	15 757	-4,2
Lettonie	192	777	19,6	220	420	-10,8
Lituanie	626	1 589	16,2	481	819	-14,0
Luxembourg	76	170	-18,2	148	199	-9,3
Malte	48	53	13,7	77	68	-5,1
Pays-Bas	9 743	13 309	5,2	8 585	10 268	-7,7
Pologne	5 992	10 087	-7,4	5 886	11 054	-1,6
Portugal	3 291	3 942	8,6	2 167	2 643	-2,4
Rép. tchèque	1 396	2 740	-4,9	1 399	1 687	-8,6
Roumanie	4 887	9 802	-11,2	2 984	4 020	1,3
Royaume-Uni	7 830	11 696	2,6	11 243	17 675	1,4
Slovaquie	459	1 127	-11,5	742	761	-12,1
Slovénie	444	718	9,6	493	525	-4,7
Suède	1 809	2 763	-0,2	2 303	2 528	-7,7
UE	...	212 288	1,3	...	161 764	-5,1

1. Production au prix du producteur (hors subventions).

Source : Eurostat.

Coordination	Jean-Philippe de Plazaola, Élisabeth Rignols
Directeur de la publication	Jean-Luc Tavernier
Directeur de la collection	Séverine Mayo-Simbsler
Rédaction	Mariam Besbes, Françoise Martial, Irène Naudy-Fesquet, Patricia Roosz, Joëlle Tronyo
Composition	Info Color (Gap) - www.info-color.fr
Couverture	Coordination : Séverine Mayo-Simbsler Conception et réalisation : Ineiaki Global Design
Éditeur	Institut national de la statistique et des études économiques 18, boulevard Adolphe Pinard, 75675 PARIS CEDEX 14 www.insee.fr

© Insee 2017 « Reproduction partielle autorisée sous réserve
de la mention de la source et de l'auteur »

Avertissement

Sauf mention contraire, les données nationales se réfèrent à la France métropolitaine et aux cinq départements d'outre-mer (sauf mention contraire Mayotte est inclus dans les données de la France). Le terme République française concerne la France et les collectivités d'outre-mer.

Les données chiffrées sont parfois arrondies (selon les règles mathématiques). Le résultat arrondi d'une combinaison de données chiffrées (qui fait intervenir leurs valeurs réelles) peut se trouver légèrement différent de celui que donnerait la combinaison de leurs valeurs arrondies.

Les comparaisons internationales s'appuient en général sur les données issues d'organismes internationaux (Eurostat, ONU, etc.) qui peuvent diverger des sources produites par les instituts nationaux de statistiques, notamment pour l'Insee, pour les données françaises. En effet, ces organismes effectuent souvent des ajustements de champ ou de méthode, d'ampleur souvent réduite, afin de produire des données comparables d'un pays à l'autre.

Sauf précision contraire, les indicateurs relatifs à l'Union européenne (UE) figurant dans cet ouvrage portent sur l'UE à 28.

Signes conventionnels utilisés

///	Absence de résultat due à la nature des choses
...	Donnée non disponible
e	Donnée estimée
n.s.	Donnée non significative
p	Donnée provisoire
r	Donnée révisée par rapport à l'édition précédente
€	Euro
k	Millier
M	Million
Md	Milliard

Les clés des Tableaux de l'économie française

Numéro du thème
et de la double page

11.4 Prix à la consommation

Les mots en gras et
en couleur sont
définis plus bas ou
dans la rubrique
« Définitions »
en annexes

Une présentation
synthétique sur
chaque double-
page

Des définitions pour
comprendre les concepts
clés de la double page

Toutes les définitions
sont regroupées dans la
rubrique « Définitions »
en annexes

Des publications
téléchargeables
gratuitement pour
approfondir le sujet
Adresses des sites
Internet à retrouver dans
la rubrique « Adresses
utiles » en annexes

Après trois ans de ralentissement, la variation de l'**indice des prix à la consommation (IPC)** devient nulle en moyenne annuelle entre 2014 et 2015, pour la première fois depuis soixante ans. Cette relative inertie masque des évolutions contraires avec, d'une part des baisses marquées comme les prix de l'énergie et, dans une moindre mesure, des produits manufacturés, et d'autre part des hausses de prix notamment dans les services et un renchérissement des produits alimentaires. De même, les tendances ont évolué en cours d'année : orienté à la baisse en début d'année (-0,4 % en janvier), le taux d'**inflation** mesuré par la variation sur un an en fin d'année de l'IPC se redresse pour s'établir à +0,2 % fin 2015. Mesuré à partir de l'**indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH)**, il suit le même mouvement en France et dans l'ensemble de la zone euro. L'indicateur d'**inflation sous-jacente** qui exclut les composantes les plus volatiles de l'indice des prix à la consommation (énergie, produits frais et mesures fiscales) augmente davantage en cours d'année, quant à lui, pour s'établir à +0,9 % fin 2015.

Engagée à partir du 2nd semestre 2014, la chute des produits pétroliers se poursuit en 2015. Comme en 2014, cette baisse est plus marquée pour les combustibles liquides (-17,6 % sur un an, fin 2015) que pour les carburants (-9,3 % pour le gazole, -6,7 % pour l'essence fin 2015), du fait des écarts de taxation sur ces produits. De même, les prix du gaz se contractent en 2015

Définitions

Indice des prix à la consommation (IPC) : instrument de mesure de l'inflation. Il permet d'estimer, entre deux périodes données, la variation moyenne des prix des produits consommés par les ménages. C'est une mesure synthétique de l'évolution de prix des produits, à qualité constante. Il est publié chaque mois au *Journal Officiel*. L'indice des prix hors tabac sert à indexer de nombreux contrats privés, des rentes viagères et aussi à revaloriser le Smic. L'indice retenu pour le Smic est celui des « ménages du 1^{er} quintile de la distribution des niveaux de vie, hors tabac ». Voir la suite de cette définition dans la rubrique « Définitions » en annexes.

Indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH), inflation, inflation sous-jacente : voir rubrique « Définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « En décembre 2015, le prix du pétrole chute à nouveau », *Informations rapides* n° 12, Insee, janvier 2016.
- « Indice des prix à la consommation – moyennes annuelles 2014 et 2015 », *Informations rapides* n° 6, Insee, janvier 2016.
- « Décembre 2015 – Le taux d'inflation annuel de la zone euro en hausse à 0,2 % », *Communiqué de presse* n° 12, Eurostat, janvier 2016.
- Indices et séries statistiques (www.insee.fr).

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr dans la collection « Insee Références »

114

TEF, édition 2017 - Insee Références

Une orientation vers le site www.insee.fr sur lequel vous trouverez l'ouvrage en ligne ainsi que les données mises à jour au fur et à mesure de leur disponibilité en attendant la prochaine édition papier

(-7,2 % fin 2015). *A contrario* ceux de l'électricité poursuivent leur hausse (+4,2 %).

En 2015, la baisse des prix des produits manufacturés se prolonge avec toutefois des évolutions assez différentes selon les produits. Ainsi, les reculs des prix des médicaments et des produits pharmaceutiques s'accroissent (-3,9 % fin 2015, après -2,9 % fin 2014), en raison des mesures de maîtrise des dépenses de santé. En outre, les prix des articles d'habillement et des chaussures se replient légèrement (-0,2 % fin 2015, contre +0,3 % fin 2014).

Même s'ils ont ralenti, les prix des services restent relativement dynamiques en 2015 (+1,2 % en moyenne, après +1,7 % en 2014, année au cours de laquelle ils avaient été tirés à la hausse par les relèvements de taux de TVA). En 2015, les loyers, pour la plupart indicés sur les évolutions de l'inflation, augmentent modérément. De plus, les prix des services de transport sont globalement en baisse. En revanche, les prix des services postaux accélèrent nettement en moyenne (+8,9 %, après +4,1 % en 2014) tandis que ceux des télécommunications se redressent (+0,6 %, après -0,1 %).

En 2015, les prix de l'alimentation augmentent en moyenne de 0,4 % (après un recul de 0,8 % en 2014) du fait du rebond des prix des produits frais (+5,3 % en moyenne en 2015, après -4,1 % l'année précédente). Hors produits frais, les prix de l'alimentation diminuent de 0,2 % en moyenne en 2015. ■